

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

VENDREDI 11 SEPTEMBRE 2026



PISA 2026 : MESURER AU COLLÈGE CE QUE LA FRANCE RENONCE À SOIGNER CHEZ L'ENFANT

L'OCDE a publié le 8 septembre les résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) 2025. La France passe sous la moyenne de l'OCDE en compréhension de l'écrit comme en mathématiques. Un jeune de 15 ans sur trois n'atteint pas le niveau 2 de l'échelle de lecture, seuil en deçà duquel on ne peut plus se servir de sa lecture pour apprendre ni pour faire face aux situations de la vie courante ; ils sont plus d'un sur trois dans ce cas en mathématiques. Ce n'est pas qu'un verdict scolaire. C'est aussi, pour certains de ces enfants, le solde de dix années de besoin de soins restés sans réponse. .

PISA évalue des élèves de 15 ans à un instant donné, sur trois domaines, et ne recueille aucune donnée de santé. Nul ne peut donc dire quelle part de ces 33 % relève de troubles jamais repérés, ou repérés sans avoir été soignés par un orthophoniste, faute d'un accès aux soins suffisant.

Les difficultés pointées par PISA relèvent pourtant assez largement du champ orthophonique : langage, lecture, orthographe, calcul et cognition mathématique, communication. Environ 7,5 % des enfants entrent à l'école avec un trouble développemental du langage, soit deux élèves par classe. Les compétences de langage oral évaluées à trois ans et demi prédisent la compréhension en lecture à huit ans et demi. Sans intervention, l'écart ne se referme pas : il se creuse tout au long du parcours.

Or l'accès aux soins est dispensé à rebours du besoin. Les mineurs constituent la majorité de la patientèle orthophonique — 1,25 million d'entre eux ont consulté en 2019, dont la moitié entre 6 et 10 ans — mais les enfants des foyers les plus modestes y recourent moins que les autres. Et la démographie professionnelle est très loin de permettre l'accès aux soins du plus grand nombre.

Ce classement, qui a le mérite d'exister et d'être médiatisé, n'est pas une fatalité : c'est le résultat d'une insuffisance politique. améliorer la compréhension de l'oral, de l'écrit et la cognition mathématique suppose d'augmenter enfin les quotas de formation initiale en orthophonie en donnant des moyens aux centres universitaires ; d'ouvrir l'accès direct à tous les orthophonistes, ; de donner à la prévention une place conventionnelle réelle, du bilan de prévention et d'accompagnement parental au dépistage en milieu scolaire ; de lancer enfin les négociations conventionnelles grâce à la publication d'une lettre de cadrage ministérielle ; et de revaloriser les orthophonistes salariés, là où sont pris en soin les enfants les plus lourdement touchés (et non évalués dans cette enquête).

Huit ministres de l'Éducation nationale se sont succédé rue de Grenelle depuis 2017. Aucune politique éducative n'y a eu le temps de produire un effet ; aucune, de toute façon, n'atteint la période où se construit le langage. Et si les écrans sont aujourd'hui mis en cause, la note de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) publiée le même jour invite à la prudence : les élèves français déclarent trois heures quotidiennes d'écran pour leurs loisirs, sous la moyenne de l'OCDE, quand ceux d'Estonie et de Pologne en déclarent 4,6 et 4,9 — et devancent largement la France.

On ne redressera pas le niveau de lecture en accusant les familles, qui font de leur mieux, ni les seuls réseaux sociaux, dont la place inquiétante dans la vie des jeunes s'observe partout dans le monde. On le redressera en formant, en finançant et en déployant les professionnels qui prennent en soin les capacités langagières et communicationnelles de chacun. On ne rattrape pas à 15 ans ce que l'on a laissé s'installer à 5.

Le bureau fédéral de la FNO